Niveau(x) d'enseignement: 4 Numéro EDUQ : 94-0991
Centre d'intérêt: 875

Borovchyk, Sophia.

Reportage sur la création d'entreprises : métier : forestier, forestière : 2 / [recherche, entrevues et textes, Sophia Borovchyk]. -- [Québec] : Ministère de l'éducation, Direction générale de la formation professionnelle, [1994?].
8 p. : ill. ; 28 cm.

Titre de départ de la couv. "Créer son entreprise; la formation professionnelle au secondaire". Code: 9394-0110; 17-3711.

Vedette(s)-secondaire(s): Québec (Province). Ministère de l'éducation. Direction générale de la formation professionnelle

Descripteur(s): Techniques biologiques * Entreprise * Formation professionnelle * Secondaire (Ordre d'enseignement)

Identificateur(s) de sujet: Forestier * Entrepreneurship

Par cette brochure, le MEQ veut aider les commissions scolaires à sensibiliser les élèves de la formation professionnelle à l'entrepreneurship et les aider également à former ceux qui veulent créer une entreprise. Après une brève description du métier de forestier, la brochure présente quelques rencontres avec des gens qui ont lancé des entreprises dans le domaine de la foresterie.

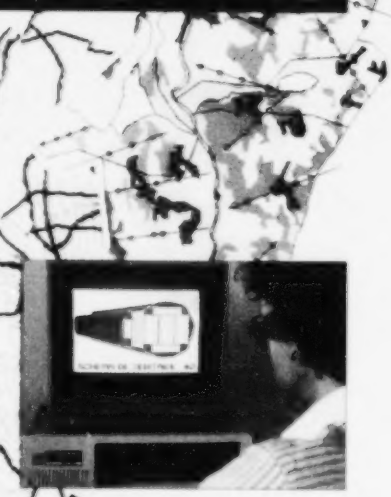
Type de document:

94-70991

CRÉER SON ENTREPRISE

REPORTAGE SUR LA CRÉATION D'ENTREPRISES

MÉTIER: FORESTIER, FORESTIÈRE 2



Entre la hache et le tronçonnage optimisé, entre la bûche et les granules combustibles, il y a des connaissances à acquérir, des occasions à saisir, un monde à conquérir.

LA FORÊT RÉINVENTÉE

Le volume de bois disponible diminue d'année en année, sa qualité également, mais les coûts de production, eux, ne cessent d'augmenter. Depuis plusieurs années déjà, les industriels forestiers québécois savent qu'ils doivent transformer leurs façons de faire pour conserver une position concurrentielle sur les marchés internationaux. Cela doit se faire, bien entendu, en améliorant les techniques de production déjà existantes, mais l'avenir passe également par la création de nouveaux produits issus de la fibre ligneuse, c'est-à-dire, dans plusieurs cas, par la création de nouvelles entreprises résolument tournées vers l'avenir.

À vos marques, prêts, partez!

De l'avis de plusieurs, ceux et celles qui entendent faire une carrière motivante d'entrepreneur ou d'entrepreneure en foresterie n'auront, à toutes fins utiles pas d'autres choix que de dénicher un créneau encore vierge et de l'exploiter en tenant compte des défis qui caractérisent les années à venir. Il y a, en effet, saturation dans les secteurs traditionnels de la foresterie. Ces espaces industriels encore vierges existent; il s'agit seulement d'ouvrir les yeux, d'être aux aguets, mais surtout d'y croire et de prendre les risques nécessaires pour les exploiter. À tous les niveaux de l'industrie du bois, il y a des transformations sinon des révolutions à apporter. Les chercheurs et les penseurs ont, bien entendu, un rôle déterminant à jouer dans cette évolution, mais c'est aux entrepreneurs et entrepreneures que revient en bout de ligne la tâche d'appliquer ces découvertes et de faire en sorte que l'industrie québécoise du bois entre vraiment dans l'ère de la nouvelle technologie et de la mondialisation des marchés. Alors messieurs, mesdames, futurs entrepreneurs et entrepreneures, retroussons nos manches et partons à la découverte de ces créneaux encore trop peu exploités.

Repenser notre territoire forestier

«Les Scandinaves savent mieux gérer leur territoire forestier que les Québécois», entendons-nous dire souvent. C'est vrai, mais il faut se rappeler que le besoin engendre l'innovation. Parce que leur territoire forestier est beaucoup plus petit que le nôtre, les Scandinaves savent depuis longtemps qu'ils doivent le gérer efficacement s'ils ne veulent pas se retrouver bredouille après quelques beaux siècles d'exploitation.

Les Québécois et Québécoises ont longtemps cru que leur territoire forestier était inépuisable; pourquoi alors songer à en restreindre l'exploitation? Le Québec est le plus avancé au monde pour ce qui est des techniques de transformation du petit bois parce que c'est ce que la forêt québécoise produit et qu'il était nécessaire d'en tirer le maximum de profit.

La FORMATION PROFESSIONNELLE au secondaire

Québec

(suite de la page 1)

L'informatique au service de la forêt

L'inquiétude que les Québécois et les Québécoises ressentent au sujet du renouvellement de la ressource forestière est somme toute assez récente. Il ne faut donc pas se surprendre d'être en retard sur d'autres pays à ce chapitre. Depuis que la nouvelle *Loi sur les forêts* est entrée en vigueur en avril 1987, les notions de développement durable et de rendement soutenu font partie de notre vocabulaire. Quiconque fraie avec les milieux forestiers sait qu'une planification éclairée et une pratique sylvicole appropriée permettent la régénération de la forêt à perpétuité. À partir de maintenant, il faut toutefois élaborer des systèmes de gestion efficaces et cela ne se fait pas en criant ciseau.

L'aménagement du territoire forestier doit dorénavant tenir compte d'une infinité de facteurs qu'il faut apprendre à gérer adéquatement. L'expertise dans le domaine se développe peu à peu, mais il reste encore beaucoup à faire et les entrepreneurs et les entrepreneures dynamiques trouveront sans doute là un défi stimulant. C'est dans cet esprit que naissent petit à petit, des firmes de consultants en aménagement et en gestion forestière. Les plus innovatrices d'entre elles font appel à la géomatique appliquée à la forêt. C'est le cas de Del Degan, Massé et associés. (Voir page 3)

Tirer le maximum de profit

La construction immobilière diminue et le Québec n'a jamais été vraiment spécialisé dans la transformation avancée du bois. Jusqu'à maintenant, le traditionnel «deux par quatre» suffisait à l'industrie, mais l'approvisionnement en bois diminue tout comme sa qualité. Il faut donc que l'industrie change son fusil d'épaule et qu'elle commence à mettre au point des techniques qui permettront de rajouter de la valeur aux produits forestiers sans que l'on soit obligé d'augmenter le volume de matière première utilisée.

De l'avis de plusieurs, il faut que les producteurs de bois diversifient les produits qu'ils offrent pour répondre à la demande des clients. Pour cela, les producteurs de bois devront acquérir de nouvelles pièces d'équipement. «Aujourd'hui, tout le monde parle de valeur ajoutée, mais nous en sommes encore loin. Déjà, seulement à l'étape de la transformation première, il y a beaucoup à faire pour augmenter notre rendement. Il faut que les scieries apprennent à faire mieux avec ce qu'elles font déjà. La réalisation de cet objectif passe nécessairement par une révolution technologique, il n'y a pas d'autres avenues possibles», souligne judicieusement Daniel Massicotte, chef de service du secteur de l'ingénierie des bois au Centre de recherche industriel du Québec (CRIQ).

Selon lui, on ne pourra se fier éternellement à l'expertise européenne pour assurer notre développement technologique. Il y a une place sur le marché pour de nouveaux manufacturiers québécois spécialisés dans la production d'appareils adaptés à notre réalité. Il se fait beaucoup de recherche à l'heure actuelle pour moderniser les usines de sciage. Par exemple, on diminue l'épaisseur des scies dans le but de réduire le volume de résidus. On met au point la mécanisation des lignes de sciage pour en optimiser le rendement. On commence à installer des séchoirs dans les scieries pour répondre à certains critères d'exportation. Dans tous ces domaines il y a un besoin de firmes et de personnes compétentes qui pourraient non seulement produire l'équipement mais, aussi, en assurer l'installation et la réparation. Les entrepreneurs et les

(suite à la page 4)

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE FORESTIER DOIT DORÉNAVANT TENIR COMPTE D'UNE INFINITÉ DE FACTEURS QU'IL FAUT APPRENDRE À GÉRER ADÉQUATEMENT. L'EXPERTISE DANS LE DOMAINE SE DÉVELOPPE PEU À PEU, MAIS IL RESTE ENCORE BEAUCOUP À FAIRE.

BRUNO DEL DEGAN
ET BERNARD MASSÉ

PIONNIERS D'UNE NOUVELLE ÈRE

C'est pour se distinguer de la multitude de petites entreprises de travaux sylvicoles que Bruno Del Degan et Bernard Massé ont décidé, en 1989, d'organiser des services de géomatique appliqués à la foresterie au sein de leur entreprise. «Nous nous sommes stratégiquement retirés d'un marché qui devenait de plus en plus saturé pour nous tourner vers la technologie de pointe, la technologie de risque», raconte Bruno, l'un des trois associés de Del Degan, Massé et associés, entreprise située à Québec. Malgré les inévitables obstacles que représente un tel virage technologique, le pari s'est avéré gagnant.

La géomatique est une méthode informatique à système numérique à laquelle de plus en plus d'entreprises ont recours pour une planification grandement simplifiée de la gestion de leur forêt. «**Cette décision nous a permis d'élargir notre bassin de clientèle, mais elle nous a surtout permis d'éviter le plafonnement professionnel. Nous devons suivre le progrès, apprendre sans cesse. C'est un nouveau regard qu'on porte sur la foresterie et cela nous permet de conserver notre intérêt pour notre métier**».

Del Degan, Massé et associés était parmi les premières entreprises à offrir ce genre de services, mais progressivement, d'autres entreprises du même genre voient le jour. «**La compétition devient plus féroce, mais, avant de nous rejoindre, les nouvelles entreprises devront passer par toutes les étapes que nous avons nous-mêmes traversées depuis quatre ans** », souligne Bruno Del Degan.

Les associés ont dû faire d'importants investissements au départ pour se procurer l'équipement nécessaire; ils ont également dû suivre des cours de perfectionnement. Le temps et l'énergie qu'ils ont investis et les risques qu'ils ont pris afin d'offrir des services de pointe à leur clientèle n'auront pas été vains. En effet, dans les années à venir, de plus en plus d'industries n'auront, à toutes fins utiles, pas d'autre choix que de recourir à cette nouvelle technologie. «**Les industriels n'ont pas nécessairement toutes les ressources nécessaires pour répondre aux exigences des nouvelles normes d'exploitation du territoire. Nous les assistons dans cette tâche en leur offrant un système de gestion forestière haute technologie**», explique Bruno.

L'activité dans ce secteur peut donc s'accroître surtout lorsque le gouvernement se sera, lui aussi, doté des mêmes systèmes. «**Nous avons investi dans cette avenue entre autres parce qu'on savait que le gouvernement s'y intéressait. Mais il tarde à prendre le virage. Dès que ce sera fait, cela ouvrira encore de nouveaux horizons nous permettant d'aller de l'avant dans notre entreprise**», prévoit Bernard Massé.

Pour l'instant, les dirigeants de Del Degan, Massé et associés disent avoir rejoint 60 à 65 p. 100 de leur clientèle. Ils songent donc déjà à traverser les frontières. «**Nous y songeons sérieusement, car nous n'avons pas le choix si nous voulons assurer notre progression; mais c'est loin d'être encore fait. Cela demande d'importants investissements et il nous reste encore quelques aspects importants à améliorer, par exemple, mettre en place le système de qualité totale qui nous a fait défaut depuis nos débuts. Ce sont les années à venir qui seront les plus déterminantes, car nous avons maintenant beaucoup plus à perdre qu'à nos débuts**», conclue Bruno. Parions que ces jeunes entrepreneurs sont encore assez fonceurs pour prendre les risques nécessaires pour assurer la percée de leur entreprise sur les marchés internationaux.◆

La formation professionnelle et la foresterie d'avenir

Géomatique, transformation assistée par ordinateur, valorisation des résidus, cogénération, voilà, tels qu'on les décrit plus haut, quelques mots-clés qui caractérisent l'avenir de la foresterie au Québec. Les collèges et les universités élaborent des programmes de spécialisation dans ces domaines, mais qu'en est-il de la formation professionnelle au secondaire?

Les diplômés des centres de formation professionnelle auront-ils les connaissances nécessaires qui leur permettront de créer les entreprises de l'avenir? «Du côté de la formation professionnelle, nous sommes encore à l'ère des dinausaures. Il y aura certainement une transformation en profondeur dans les prochaines années qui permettra aux finissants d'être mieux armés pour affronter les nouveaux marchés», raconte Pierre Berthelet, responsable du Centre de formation et d'extension en foresterie de la Commission scolaire Vallée de la Matapédia.

Pierre Berthelet participe activement à divers travaux visant à accroître la complémentarité entre le secondaire et le collégial.

«Les programmes du secondaire en foresterie devront certainement être améliorés afin de représenter la réalité plus adéquatement. Nous devrons mettre l'accent sur l'aspect de l'informatisation et de la valorisation des résidus, qui, d'après moi, représenteront une mine d'or dans les années à venir. Il y a de la place pour une plus grande formation technique au secondaire, c'est certain», ajoute Jean-Jacques Tremblay, directeur des services pédagogiques de la Commission scolaire de Bersimis.

MM. Berthelet et Tremblay rappellent judicieusement que, pour encore quelques années, ceux et celles qui veulent faire carrière dans des secteurs de pointe en foresterie devront nécessairement poursuivre des études plus avancées, ou encore, suivre des cours de spécialisation.◆

(suite de la page 2)

entrepreneures qui ont fait le choix de se doter de méthodes de production faisant appel aux techniques de pointe ou les manufacturiers qui tentent de créer de nouveaux produits n'ont pas choisi l'avenue la plus facile, mais ils seront certes les premiers à pouvoir conquérir les nouveaux marchés. C'est le cas, entre autres, de Techtrabois incorporée. (Voir page 5)

Revaloriser nos résidus

Tous les secteurs de l'activité forestière évoluent et se transforment. C'est de ces transformations que naîtront de nouvelles entreprises qui viendront faciliter la vie de celles qui existent déjà. Il y aura toujours, par exemple, un secteur des pâtes et papiers mais celui-ci aura besoin d'aide. Cette aide peut se traduire, entre autres, par un soutien pour tout ce qui concerne les services environnementaux. L'industrie des pâtes et papiers se dote actuellement de systèmes d'épuration des

◆

QUELQU'UN DEVRA BIENTÔT S'OCCUPER SÉRIEUSEMENT DE LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS DE L'INDUSTRIE PAPETIÈRE.

◆

eaux. On remarque un besoin de firmes et de techniciens spécialisés en procédés biologiques d'épuration des eaux adaptés aux papetières.

Quand les souris aident les lions

Ces usines d'épuration engendrent des boues qu'il faudra également gérer. Les papetières ne pourront pas enfouir éternellement leur résidus. Quelqu'un devra donc bientôt s'occuper sérieusement de la valorisation des sous-produits de l'industrie papetière. Il y a là un créneau peu exploité. «Les lions ont besoin des souris. Des entreprises de services vont devoir s'établir autour des grosses industries», rappelle Pierre Laborde, du Centre québécois de la valorisation de la biomasse. Les scieries produisent des millions de mètres

(suite à la page 6)

CHARLES BEAULIEU

LE PARI DES TECHNIQUES DE POINTE

«J'ai toujours eu envie de me lancer en affaires, mais c'est en travaillant pour une grosse compagnie où les employés étaient traités comme des numéros que ce désir est devenu plus aigu.» Aujourd'hui, Charles Beaulieu, président de Techtrabois inc., située à Saint-Just-de-Bretenières, dans le comté de Montmagny, possède sa propre usine de planchers de bois franc.

«J'ai toujours vu le bois de la région partir dans des conteneurs en sachant que c'était les autres qui allaient le transformer et faire les véritables profits. J'ai donc créé une usine de transformation. Et pour ne pas concurrencer les gens de la région qui travaillaient le bois résineux, j'ai décidé de faire de la transformation de bois de feuillus.»

Une cinquième secondaire réussie, plusieurs cours par correspondance, entre autres en gestion et en informatique, des lectures, des visites d'usines, des études de faisabilité et de marché ainsi que des voyages à l'étranger ont convaincu Charles Beaulieu de faire appel aux techniques de pointe. Le procédé qu'on utilise chez Techtrabois pour la production des planchers est unique au monde.

Charles n'a jamais regretté d'avoir fait le choix de la modernité, même s'il avoue ne pas avoir choisi la voie la plus simple. **«Les experts-conseils pour ce genre de technique sont rares au Québec et les équipements quasi inexistants. De plus, les équipements européens ne sont vraiment pas adaptés à notre réalité. J'ai donc moi-même fait les transformations requises sur place.»**

C'est la première petite usine construite en 1987 qui a servi de tremplin à la nouvelle usine ouverte en octobre 1992. **«La première usine nous a servi de centre de recherche et de développement. J'avais des mandats du Centre de recherche industriel du Québec, du Cégep de La Pocatière et d'autres centres. Des essais, des prototypes, des tests, nous en avons faits dans cette première usine. Après cinq ans, nous étions prêts à passer à l'étape suivante.»** Pour réunir les 2,5 millions de dollars que nécessitait la construction de la nouvelle usine, Charles a dû se trouver des partenaires financiers.

La nouvelle usine fonctionne maintenant à 30 p. 100 de sa capacité. Ce rendement pourrait être plus élevé, mais il ne faut pas précipiter les choses explique-t-il. **«Il faut laisser le temps aux employés de s'habituer au nouvel équipement. Le capital humain est extrêmement important dans une aventure comme la mienne. Les gens doivent sans cesse s'adapter aux nouvelles techniques. De plus, nous devons prendre le temps nécessaire pour nous assurer un approvisionnement en matière première.»**

Le bois qu'utilise Charles provient principalement des États-Unis. Il vend ses planchers au Canada ainsi qu'en Europe. Il prévoit accroître ses exportations outre-mer, mais il tient d'abord à répondre à la demande nationale. **«C'est bien évident qu'on espère conquérir les marchés internationaux à une plus grande échelle, mais cela se fait très lentement, car nous n'avons pas les avantages des Européens quand vient le temps de suivre le progrès technologique. Tout est tellement plus lent ici.»** Malgré ces difficultés techniques supplémentaires, Charles croit avoir fait le meilleur choix qui soit pour affronter les défis qui pointent avec l'arrivée du XXIe siècle.◆

(suite de la page 4)

de bois coupés mais également un volume considérable de résidus qu'elles empilent, qu'elles brûlent, qu'elles enfouissent. Un autre secteur d'avenir est certes celui de la valorisation de ces résidus. Le Québec n'est encore qu'à l'aube de ces développements mais l'intérêt toujours grandissant de la population pour tout ce qui concerne la question environnementale permet de croire qu'il y a de l'avenir pour les entrepreneurs et entrepreneures qui se dirigeront dans cette voie.

Rien ne se perd, tout se crée

«Aujourd'hui, les scieries empilent leurs écorces mais cette pratique sera prochainement interdite. Elles n'ont pas le droit non plus de les brûler à l'air libre. Elles devront bientôt les enfouir, mais cela coûte très cher. Pourquoi ne pas faire de la cogénération? C'est-à-dire, utiliser ces écorces pour la combustion qui servirait à produire de la vapeur pour faire fonctionner des séchoirs par exemple», se questionne Pierre Laborde du Centre québécois de la valorisation de la biomasse. «Mais, ajoute-t-il, l'industrie de production d'énergie à partir de la biomasse est encore inexistante au Québec. C'est un secteur qu'il faut développer.»

«L'INDUSTRIE DE PRODUCTION D'ÉNERGIE À PARTIR DE LA BIOMASSE EST ENCORE INEXISTANTE AU QUÉBEC.»

«Pour l'instant, explique Pierre Laborde, le coût de l'énergie est encore assez peu élevé, mais on prévoit qu'il ne cessera d'augmenter dans les années à venir.» C'est donc maintenant, selon lui, qu'il faut songer à préparer des solutions de rechange aux sources traditionnelles d'énergie. «C'est toute la filière des granules combustibles produites à partir du bran de scie qui devra se développer au Québec; autant pour l'industrie que pour le résidentiel. Parallèlement, on verra naître de plus en plus de manufacturiers de poêles à combustion de granules.» Il y a là, en effet, tout un marché que Jasmin Morin tente de conquérir. (Voir page 7)◆

FERMES FORESTIÈRES: *se réapproprier la forêt*

Plusieurs spécialistes s'entendent pour dire qu'il faut diversifier les produits générés par la ressource forestière. D'autres se préoccupent plus particulièrement de la mainmise des grandes industries sur le territoire forestier, de la disparition des petites entreprises régionales et de l'exode rural.

Un nouveau concept d'avenir qui concilie ces préoccupations a vu le jour dans la région de Matane: il s'agit des fermes forestières. «Depuis quelques années la recherche des scientifiques de l'Université Laval nous a donné, grâce aux progrès des préoccupations environnementales, un concept nouveau appelé gestion intégrée des ressources. Ce concept consiste essentiellement à tenir compte de toutes les composantes forestières dans l'exploitation polyvalente des ressources forestières. La faune, la flore, le tourisme, la chasse et la pêche, les randonnées et l'exploitation forestière traditionnelle doivent se marier dans une gestion harmonieuse», peut-on lire dans le projet sur l'implantation des fermes foretières en forêt publique, du Comité forestier de la région de Matane.

Ce comité croit que les fermes forestières représentent une solution enviable pour respecter les normes de la gestion intégrée des ressources. Les fermiers et les fermières pourraient, par exemple, exploiter leur territoire forestier pour en retirer le maximum tout en le préservant pour l'avenir. Ils proposent, entre autres, de vendre du bois, des produits de l'érable, des plantes médicinales ou aromatiques, d'élever du gibier, de percevoir des droits de chasse, d'accueillir des vacanciers, de transformer les ressources sur place.

Par ailleurs, ils suggèrent au gouvernement de leur prêter des territoires et ils assureraient l'approvisionnement aux compagnies forestières. Ce serait, disent-ils, une façon de redonner le goût aux gens de la région de demeurer sur place et de travailler dans des conditions motivantes. Ce projet n'est encore qu'à l'état expérimental mais exprime bien la volonté des gens de reprendre leur forêt en mains en tenant compte des défis que représente l'avenir. «En milieu rural, toute une population est prête à recevoir de la formation et à travailler à la création de petites entreprises issues des ressources forestières», souligne-t-on dans le document du Comité forestier de la région de Matane.◆

JASMIN MORIN

DE DÉCOUVERTES EN RÉUSSITES

Verbomoteur, intarissable, énergique Estrien, à 37 ans, Jasmin Morin a traversé les étapes de sa carrière d'entrepreneur presque au rythme de son débit verbal. Les événements surviennent aussi rapidement qu'il y réagit : à la vitesse de l'éclair. Depuis 1983, il saute d'un projet à l'autre avec l'agilité d'une gazelle, la détermination d'un fauve. L'énergie peu commune de ce personnage singulier ne pouvait qu'engendrer des réalisations tout aussi uniques.

D'abord bachelier en psychologie, il termine ensuite un MBA. C'est au moment où il travaille dans un centre d'emploi qu'il déniche une scierie au bord de la faillite. Il profite d'une bourse d'affaires offerte par le gouvernement pour la remettre sur les rails. Un an plus tard, le nombre d'employés d'Industrie de Cèdre Pépin passait de 5 à 24. **«C'était parfait, mais je me demandais vraiment quoi faire avec mes résidus. J'ai donc créé Les chevilles de l'Est inc., une usine où je produis des chevilles de bois utilisées pour la réparation des chemins de fer. Je suis le seul producteur au Canada et aux États-Unis.»**

Oui, mais que faire avec l'écorce? Pas de problème, Jasmin Morin crée une troisième entreprise, La mousse du Québec inc., qui produit des écorces déchiquetées qu'on dispose autour des plantes pour empêcher les mauvaises herbes de pousser. Il remporte alors la bourse du jeune entrepreneur de l'année. Sa récompense? Un voyage à Paris pendant lequel il en profite pour voir une exposition sur les produits de jardin et d'animalerie. C'est là qu'il découvre la litière pour chat faite à base de bran de scie. **«Ce serait formidable, me suis-je dis, je pourrais utiliser tous les résidus, la boucle serait bouclée. En plus, il y a longtemps que j'avais décelé que l'animalerie est un secteur d'avenir. Il y a de plus en plus de personnes âgées et de gens seuls qui partagent leur vie avec un chat. C'était un pari à prendre.»** Pari qu'il est d'ailleurs en train de gagner.

Après avoir fait venir l'équipement nécessaire d'Allemagne et après avoir fait analyser les échantillons qu'il avait rapportés de Paris, Jasmin Morin ouvre sa nouvelle usine en février 1992. **«Le procédé utilisé pour faire la litière de chat est semblable à celui qui est utilisé pour la production des granules énergétique»**, souligne Jasmin Morin qui n'a pas hésité à exploiter aussi ce créneau. **«De plus en plus de gens aux États-Unis utilisent maintenant ces granules pour chauffer leurs édifices; le Canada s'y intéresse petit à petit, il y a certainement de l'avenir de ce côté-là.»**

Mais, que dire de tout le secteur des absorbants industriels qui sont également produits selon le même principe? **«Oui, j'y arrive. C'est un de mes projets. Ça devrait fonctionner»**, de dire l'infatigable entrepreneur dont le projet le plus fou est de faire un tour du monde de toutes les usines.

Jasmin Morin a misé sur l'intérêt grandissant de la population pour la question environnementale pour assurer le succès de ses produits. Si son histoire ressemble à un conte de fées, elle a toutefois été jalonnée de difficultés que l'entrepreneur essaie encore de surmonter. **«C'est bien beau de mettre des nouveaux produits sur le marché, mais on ne change pas facilement les habitudes d'achat des consommateurs. La mise en marché et la promotion du produit sont des aspects qu'il ne faut négliger pour rien au monde. Leur efficacité est garante du succès ou de l'échec des entreprises comme les miennes.»**◆

Exportation : une avenue incontournable

Diversification de la clientèle, augmentation des ventes : la planète est trop grande pour se restreindre aux seuls clients canadiens. De plus en plus d'industriels du bois projettent de se lancer à la conquête des marchés internationaux. L'option est tentante et presque incontournable pour les entreprises les plus dynamiques qui se développent au rythme de la mondialisation des marchés. Mais, attention! L'exportation nécessite une bonne préparation.

«Il faut d'abord proposer des produits originaux qui répondent de façon spécifique aux besoins des pays d'outre-mer. Il ne faut surtout pas croire que l'exportation n'est qu'un moyen parmi d'autres pour écouler des surplus de stock. Cela implique, au contraire, une stratégie à long terme qui touche l'entreprise au complet», confiait Bernard Asselin, directeur adjoint du Bureau de promotion des industries du bois (BPIB), au magazine Forêt conservation, dans le numéro d'octobre 1991.

◆

Il faut d'abord déterminer les besoins des clients étrangers et connaître les façons de transiger avec eux. De plus, nos coûts de production sont assez élevés : il faut donc créer des méthodes de production qui nous permettent d'offrir nos produits à des tarifs concurrentiels. Malgré tous ces obstacles, l'exportation est possible et recommandée. De l'avis des spécialistes, le Québec peut, en effet, se tailler une place intéressante sur les marchés internationaux, ce qui lui permettrait d'être moins tributaire des conditions d'un marché régional déjà fort saturé. «La croissance de la demande pour les produits du bois et des pâtes et papiers dans certains pays, pourrait amener certains industriels québécois à évaluer les possibilités de percer ces marchés de façon concurrentielle», concluait la Direction du développement industriel du ministère de l'Énergie et des Ressources dans une étude (publiée en 1989) sur les principaux pays affichant une hausse de leurs importations pour les produits du bois et les pâtes et papiers.

◆

Le marché de l'exportation ne touche pas seulement les produits, mais aussi les services. Depuis quelques années déjà, le Québec a développé des expertises dans plusieurs sphères d'activité forestière qui intéressent les pays étrangers. Le transfert de technologie et la formation sont autant de secteurs qui peuvent permettre au Québec de franchir avec succès les frontières de l'étranger. Pour y arriver, il faut modifier les mentalités, transformer nos méthodes de production et ne pas avoir peur d'innover. Voilà un défi stimulant pour les futurs entrepreneurs en foresterie.

◆

L'AVENIR DE NOS FORÊTS PASSE PAR LA PROMOTION DE SES PRODUITS

Huiles essentielles faites à base d'aiguilles de sapin, produits d'emballages, matériaux composites à base de plastique et de fibres de bois ou diverses formes d'énergie, voilà seulement quelques exemples de ce qu'on peut produire à partir de notre matière ligneuse. La matière première est disponible, l'expertise également, il ne reste qu'à ouvrir des marchés et c'est sûrement ce qui est le plus difficile.

«Ce qu'il faut, c'est faire la promotion des produits faits à base de bois. Il faut que les futurs entrepreneurs apprennent à reconnaître les secteurs d'avenir, qu'ils créent des petites entreprises mais, surtout, qu'ils apprennent à faire la mise en marché de leurs produits, qu'ils créent le besoin. L'aspect commercial est primordial», explique Pierre Laborde, du Centre québécois de la valorisation de la biomasse, avant d'ajouter : «L'avenir passe par la création de petites entreprises dynamiques qui n'ont pas peur d'innover. Il y a beaucoup de créativité au Québec, nous avons le potentiel pour y arriver.»◆

Le ministère de l'Éducation aide par divers moyens les commissions scolaires à sensibiliser les élèves de la formation professionnelle à l'entrepreneurship. Il les aide aussi à former ceux et celles qui veulent créer une entreprise. Pour en savoir plus long sur le sujet, parlez-en à votre responsable de la formation professionnelle ou à votre directrice ou directeur de centre. On peut aussi obtenir plus d'information et des réponses à ses questions en s'adressant par courriel, par téléphone ou par télécopieur à :

Entrepreneurship
et formation professionnelle
Direction générale
de la formation professionnelle
Ministère de l'Éducation
600, rue Fullum, 7e étage
Montréal (Québec)
H2K 4L1
Téléphone : (514) 873-4029
Télécopieur : (514) 864-1612

Ce reportage est publié par la Direction générale de la formation professionnelle du ministère de l'Éducation du Québec.

Direction de la rédaction : Jules Desrosiers
Recherche, entrevues et textes : Sophia Borovchyk
Conception graphique : Arabelle S. Grondin

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation
9394-0110
17-3711